Georges Lefranc ou la construction d'une position historiographique

Vincent Chambarlhac

▶ **To cite this version:**

Vincent Chambarlhac. Georges Lefranc ou la construction d'une position historiographique. L'OURS. Hors-série Recherche socialiste, 2007, 37. hal-01626610

HAL Id: hal-01626610

https://u-bourgogne.hal.science/hal-01626610

Submitted on 31 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Georges Lefranc ou la construction d'une position historiographique

Article paru dans *Recherche socialiste*, n° 37, mars 2007.

Normalien, Georges Lefranc (1904-1985) est professeur de lycée, socialiste depuis 1922, syndicaliste. Fondateur d'une tendance du Parti socialiste – *Révolution constructive* –, pacifiste convaincu du bien-fondé du planisme, il en est l'un des promoteurs dans la CGT et la SFIO. Proche de René Belin ministre de Vichy, il collabore durant la Seconde Guerre mondiale au *Rouge et le bleu*, périodique « socialiste » de Charles Spinasse, donne des chroniques à *L'Oeuvre*. Arrêté le 20 août 1944, il est exclu de l'Université. Par l'amnistie de 1951 il retrouve un poste dans l'enseignement en 1954, qu'il quitte en 1970[1]. En janvier 1981, revenant sur son parcours entre politique et histoire dans *Rétrospectives*[2], Georges Lefranc prend également la date de 1970 comme clôture. Significativement, le troisième *opus* de cette rétrospective porte le sous-titre « *de l'action collective à l'action*

[1] Cet article doit beaucoup au séminaire *Les autres lieux du politique* IHC Ub CNRS 5605.

[2] Georges Lefranc, « Rétrospectives », *Cahiers et Revue de l'Ours*, n° 116, 118, 119, 1981.

solitaire » : ouvert par la guerre il s'achève sur le rappel de ses participations à de nombreux colloques.

Sa trajectoire souligne la construction d'une situation historiographique dans le champ de l'histoire politique. Rédigeant la notice de Georges Lefranc pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, Jean Maitron évoque « *l'historien du mouvement ouvrier. Militant syndicaliste et socialiste ».* Georges Lefranc tire du militant la fortune de l'historien, bâtissant par un capital d'expériences antérieures sa stature scientifique. Il faut distinguer les temps de cette construction entre 1951 et 1970 quand Georges Lefranc se situe à l'écart des instances universitaires s'intéressant au mouvement ouvrier. Une stratégie singulière s'esquisse où le politique n'est plus au profit de la construction d'une stature scientifique. Elle est l'effet d'un lieu de publication et d'une écriture, celle d'un mode d'exposition où l'acteur d'hier l'expert qu'il entend être sur ces questions du socialisme, du syndicalisme. Toute proportion gardée, cette trajectoire

repère l'enjeu contemporain de l'articulation de l'engagement politique à l'écriture de l'histoire[3].

Georges Lefranc, un statut à reconstruire

La trajectoire militante de Georges Lefranc s'interrompt à la Libération. Commentant son arrestation, Georges Cogniot évoque un « *un vieil agent hitlérien* ». L'affaire est classée le 15 mars 1945 par la Cour de justice. La Chambre civique le condamne le 9 décembre 1946 à 5 ans d'indignité nationale. Révoqué de l'enseignement le 5 février 1947, gracié par Vincent Auriol en 1948, il réintègre en 1951 le corps des professeurs agrégés des lycées de Paris. Il aurait pu prétendre à une carrière universitaire « *sans les rancunes politiques et les pressions occulte*[4]*s* ». Il faut comprendre la construction de son statut d'historien à côté d l'Université. Il décrit ainsi son activité de recherche après-guerre :

> « Je n'ai plus agi que par l'enseignement et par l'écrit. Cette action a été celle d'un homme isolé, travaillant seul dans les salles de la Bibliothèque nationale ou dans les Archives, classant ses notes seul, rédigeant seul, n'ayant de contact avec les autres qu'à travers ses cours ou dans les conseils donnés aux

[3] Fabrice d'Almeida, *Histoire et politique, en France et en Italie : l'exemple des socialistes (1945-1983).* Rome, Ecole Française de Rome. 1998.

[4] Stéphane Clouet, *Révolution constructive, un groupe d'intellectuels socialistes des années Trente*. Thèse de Doctorat d'histoire contemporaine, Nancy, 1989, p. 542.

étudiants et aux collègues français ou étrangers venus en consultation, de plus en plus nombreux. Mais cette action solitaire n'aurait été possible sans l'action collective qui l'a précédée et qui continue, en quelque sorte de la nourrir[5] ».

On reconnaît le topo classique du modèle religieux de l'ascèse ici laïcisé par le profil du savant. La solitude dans les lieux de la recherche historique construit sa notoriété. Sa compétence se reconnaît dans les conseils prodigués à demande. Le désengagement du militant accouche du savant. En somme, l'anachorète échoue dans sa vocation au « désert » scientifique par la reconnaissance de ses qualités d'historien : des *étudiants* qui le questionnent, mais surtout des *collègues français et étrangers* le reconnaissent comme un pair. La filiation assumée entre l'action collective « militante » et l'action solitaire « savante » suit l'usage classique qui veut que l'historien extraie de ses souvenirs d'acteur une matière historique. L'absence – le refus ? – de toute référence intime se conforme à l'éthos positiviste de la distanciation de l'historien à soi propre à la III^{e} République. Le trait renseigne la stratégie suivie dans la construction d'une stature d'historien. L'argument de la solitude indique alors que Georges Lefranc se conçoit de 1951 à 1970 comme un marginal face

[5] Georges Lefranc, « Rétrospectives », *III, op-cit*, p. 35-36

à une historiographie collective et militante qui s'érige dans la mouvance de la SFIO. C'est pourtant dans, contre, et avec, ce champ qu'il se fait historien.

Historien du syndicalisme, historien du socialisme

Revenant sur « *le sens de ces ouvrages* », il souligne qu'ils « *étaient en général issus des premiers cours des collèges du travail et des cours de l'Institut supérieur ouvrier (ISO)*[6]. ». La chronologie des publications affine le constat.

Le premier champ couvert est celui du syndicalisme avec la publication chez Aubier *Des expériences syndicales en France* de 1939 à 1950 (1950), travail amplifié par *Les expériences syndicales internationales des origines à nos jours* (1952). Les PUF représentent une seconde maison d'édition avec *Le syndicalisme en France* (1953). Durant toute cette décennie, Georges Lefranc apparaît comme un historien du syndicalisme et du monde du travail. Les articles de nombreuses revues confirment cette spécialisation[7]. Elle paraît le fruit de l'expérience accumulée avant-guerre dans son enseignement de l'ISO et son militantisme à la CGT. Il investit ensuite le champ de

---

[6] Georges Lefranc, « Rétrospectives », *III, op. cit.*, p. 32.

[7] Cf. la bibliographie dans Georges Lefranc, « *Rétrospectives* », *III, op. cit.*

l'histoire socialiste. Il donne aux éditions Payot l'un de ses classiques, *Le mouvement socialiste sous la IIIe République* (1963), puis chez Aubier *Jaurès et le socialisme des intellectuels*(1968). Au sein de l'histoire politique, l'épisode du Front populaire structure sa reconnaissance. Il lui consacre deux ouvrages en 1965 : *L'Histoire du Front populaire* (Payot), *Le Front populaire* (PUF). En 1966, Pierre Nora lui confie la rédaction de l'un des volumes de la collection Archives, *Juin 1936 : l'explosion sociale du Front populaire*. En 1972, il livre aux PUF une *Expérience du Front populaire*. Il a entre-temps été reconnu docteur ès Lettres sur travaux (1970) par l'Université d'Aix. Présidé par Pierre Guiral, le jury comprenait Pierre Barral, Maurice Agulhon, Sellier. En 1977, Jacques Droz sanctionne cet état, lui confiant la rédaction du chapitre consacré au socialisme en France (1918-1939) pour *L'Histoire générale du socialisme.* Georges Lefranc voisine dans cette entreprise avec Madeleine Rebérioux, François Bédarida, Pierre Vilar…

Ce court rappel balise la manière dont l'historien construit peu à peu sa stature. La chronologie montre que l'expérience militante constitue le matériau privilégié de cette conversion. Il mobilise pour ses travaux sur le Front populaire, par le biais d'entretiens oraux, des liens

d'amitiés nés du temps de l'ISO. Ici, le syndiqué et l'enseignant de l'ISO précède le militant socialiste. La publication par Daniel Guérin de *Front populaire, révolution manquée* (1963) comme la tenue d'un colloque, *Léon Blum, chef de gouvernement* (1965), jalonnent ce moment commémoratif que Georges Lefranc saisit. Hier acteur, il devient l'un de historiens du Front populaire. L'essentiel de cette conversion tient à la distinction opérée face aux ouvrages d'autres acteurs du Front populaire. En miroir de *Front populaire, révolution manquée*, Georges Lefranc s'engage davantage sur un mode d'exposition et d'écriture spécifique à l'histoire scientifique[8]. Pourtant, cette insertion dans le champ d'une histoire universitaire affine au mouvement ouvrier ne va pas de soi.

Un historien aux marges ?

Au moment de sa réintégration dans l'enseignement secondaire, consécutive à la loi d'amnistie de 1951, Georges Lefranc dit choisir la recherche historique. Comment alors le situer dans la nébuleuse d'une

[8] Dans *Léon Blum, chef de parti* (*L'Information Historique*, n° 5, novembre 1971), il signale : « On ne peut négliger deux ouvrages également hostiles à Léon Blum : celui de Colette Audry, *(…),* et celui de Daniel Guérin, *(…)*. Ces deux auteurs appartenaient en 1936-1937 à la tendance de la Gauche Révolutionnaire, exclue du Parti socialiste au Congrès de Royan en 1938. Ils maintiennent *grosso modo* les critiques qu'ils formulaient alors. »

historiographie militante, peu ou prou structurée par la référence marxiste et ce qu'elle implique de proximité, ou de rejet, avec le mouvement communiste ?

Georges Lefranc ne participe pas à la fondation de l'Institut français d'histoire sociale n 1949 (IFHS) qui, par Ernest Labrousse, impose le paradigme d'une histoire sociale. La création de l'IFHS, clairement inscrite dans le champ académique se comprend par le profil politique de ses fondateurs (Georges Bourgin, Edouard Dollans) dans la perspective de la SFIO. Il s'agirait « *d'un réinvestissement des historiens membres du Parti socialiste dans un ensemble plus vaste qui marque son autonomie, voire son hostilité au parti communiste*[9] ». Ex-militant socialiste et anticommuniste, Georges Lefranc peut se reconnaître dans l'entreprise quise situe dans le droit-fil de la tentative de 1937 de la CGT de créer un organisme similaire[10]. *A contrario*, son engagement dans la seconde guerre mondiale l'oppose à une partie de l'IFHS, dont Ernest Labrousse qui fut, durant la guerre, membre du Comité d'action socialiste, résistant, stigmatisant la

---

9 Fabrice d'Almeida, *Histoire et politique, op. cit.,.* p 214.

10 Ibid. p. 218-219.

conduite collaborationniste des paulfauristes[11]. Or Georges Lefranc, par sa collaboration à *La République libre* se situe dans ces solidarités. Il ne publie pas dans *l'Actualité de l'histoire*, revue de l'IFHS ; le *Mouvement social,* qui lui succède, lui ouvre tardivement ses colonnes. Un même constat s'impose dans son rapport à la Société d'études jaurésiennes, fondées en 1959. Fondées sur des problématiques de recherche voisines de l'IFHS, elle dépasse le simple cadre biographique pour s'intéresser à l'univers social des premières années de la SFIO et, à partir de cet objet, explore de nouvelles pistes[12]. Depuis 1962, Georges Lefranc en est membre. Il se situe pourtant à l'écart. Ainsi, sa position dans le champ historiographique se définit d'abord en creux, à partir des lieux d'où il est absent, où il n'acquiert qu'une faible visibilité. Il adopte une attitude identique face aux colloques que la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) organise sur la période qu'il connût comme acteur. Présent, il

[11] Paul Faure, secrétaire général de la SFIO, collabore. Il est exclu du PS reconstitué dans la Résistance. Le Comité d'Action Socialiste est l'un des premiers mouvements socialistes de résistance.

[12] Vincent Chambarlhac, « SHS versus socialisme ? Les écritures intellectuelles du socialisme de la Belle époque », *Recherches Socialistes*, n° 29, 2005

n'intervient pas à la tribune, mais agit dans les coulisses[13]. Lors du colloque *Léon Blum, chef de gouvernement* (1965), il fait inviter Georges Monnet ; ce sera René Belin pour le colloque sur le gouvernement de Vichy, puis André Delmas pour l'examen du gouvernement Daladier. On mesure ainsi une manière singulière d'être à l'histoire universitaire…

A suivre l'indicateur des colloques sa stature d'historien se construit à partir de deux phénomènes distincts :

- par ses interventions et communications, il donne à lire les positions de l'acteur qu'il fut, les objectivant au titre de la longue durée historique et d'une production documentaire où les textes et les souvenirs « corrigent » l'histoire universitaire du socialisme qui s'écrit[14]. En 1964, il ouvre ainsi un article consacré au Front populaire : « *L'étude historique qu'on va lire n'est inspirée d'aucun parti pris d'hostilité. Son auteur a vécu les événements de 1934 à 1938 du côté du Front populaire (…). Plus*

[13] Stéphane Clouet, *Révolution constructive, op. cit.,* p. 544-545.

[14] L'histoire universitaire du socialisme s'écrit à partir de 1960. Daniel Ligou propose une synthèse universitaire en 1961 (*Histoire du socialisme en France (1871-1961)*, Paris, Presse Universitaire de France, 1962). Les articles de la Société d'Etudes Jaurésiennes, les colloques de la FNSP participent de cette écriture.

de quarante années ont passé depuis que le 6 février 1934 a amorcé le processus d'où est issu le Front populaire. La parole est aux historiens qui peuvent juger avec toute la sérénité souhaitable. Tant mieux si leurs analyses peuvent se nourrir de témoignages de première main, comme ceux dont fait état cet article[15]*.* » Le balancement est constant entre les souvenirs de l'acteur, le présent de l'historien.

- Cette position dans le champ historiographique informe une représentation héritée de l'histoire (le document, l'événement, le grand homme, le tempérament) où l'acteur passé se mêle au commentaire de l'historien exposant avec « objectivité » les faits. Georges Lefranc l'explicite en 1982 : « *Voici que s'éloigne de nous l'époque où certains historiens, dont l'influence a parfois été dominante, prétendaient n'expliquer l'évolution de l'humanité que par les facteurs économiques et par l'environnement social, en dédaignant les facteurs psychologique, l'ossature chronologique des événements et le*

[15] Georges Lefranc, *Visages du mouvement ouvrier. Jadis-Naguère-Aujourd'hui*, PUF « Politique aujourd'hui », 1982, p. 139.

rôle des personnalités[16]. » S'il « échappe » au paradigme de l'histoire sociale par sa proximité avec l'historicisme, ce travail situe son rapport aux institutions structurant le champ historiographique. Il est à la fois isolé –parce que situé sur les marges de l'IFHS, de la Société d'études jaurésiennes- et un interlocuteur singulier, avec lequel la FNSP noue des liens.

La singularité de cette position, et de la stratégie qui l'érige, tient à la situation d'enseignant de Georges Lefranc. Cette dimension s'exprime dans les articles et comptes-rendus qu'il donne. Ils forment le substrat de la reconnaissance de sa compétence scientifique par l'expertise. La reconnaissance et la légitimité de l'historien s'ébauche autour de cette pratique.

Une seconde vie : devenir historien

Jusqu'en 1951, l'essentiel de l'activité de Georges Lefranc est journalistique. Son savoir-faire de commentateur politique, lui vaut la collaboration à une presse plus ou moins marquée par l'anticommunisme (*Etudes américaines*), le syndicalisme réformiste (*La Revue syndicaliste*) ou son passé de militant SFIO planiste (*La Nef, La*

[16] *Ibid*, p. 7.

République libre). Ce spectre de publications inscrit sa silhouette dans un espace empreint du legs des années noires. Après 1951, le choix de l'enseignement lui forge une nouvelle identité sociale où s'esquisse la conversion des souvenirs de l'acteur en commentaires d'historien. *L'Information historique* (*Ih*) fournit le cadre de cette conversion.

L'Information historique, une tribune stratégique

La recension des articles et commentaires à tonalité historique de Georges Lefranc, établie à partir de la bibliographie du troisième tome de « Rétrospectives » montre la part prépondérante de *l'Ih.* De 1956 à 1980, les 22 articles accordés à l'*Ih* représentent 65% du *corpus*. Fondée en 1932 par Jules Isaac, la revue est éditée par la Librairie JB Baillière et fils. Son ours précise : « *instrument de travail indispensable à tous les professeurs d'histoire,* l'Ih *a besoin de leur soutien pour vivre et se développer* ». Par ce public cible, l'*Ih* marque sa singularité. Informative, elle fait suture entre l'enseignement et la recherche. Georges Lefranc lui donne en 1956 son premier article, sur proposition du secrétaire-général de la revue Robert Schnerb. Les directeurs de l'*Ih* sont Emile Coornaert – membre de l'IFHS, professeur honoraire au Collège de France – et Albert Troux, inspecteur général

de l'Instruction publique. Destinée prioritairement aux enseignants, l'*Ih* se subdivise en deux parties d'inégale importance : la *documentation générale*, la *documentation pédagogique*.

La visée est essentiellement bibliographique et documentaire, précisée par les intertitres des rubriques : *le point sur, du nouveau sur, mise au point*… Les articles portent sur des colloques, des points d'histoire, des thèses marquantes. Ils se complètent de comptes rendus plus courts. Dans le champ des revues historiques, l'*Ih* se distingue par cette volonté bibliographique et vulgarisatrice. Si elle n'est pas une revue de recherche, l'*Ih* accompagne par sa visée didactique cette dernière activité. Elle participe de la transmission des savoirs historiques en régulant, à l'usage des enseignants, la circulation[17]. Cette position reconnaît aux contributeurs de la revue une place légitime au sein du champ historique. Georges Lefranc construit autour de cette position la conversion de son expérience militante en expertise des travaux historiques sur ces questions. Sa participation régulière à l'*Ih* paraît un élément central du processus de légitimation de sa place historiographique.

---

[17] Bertrand Müller, « Critique bibliographique et construction disciplinaire : l'invention d'un savoir-faire », *Genèses,* n° 14, 1994.

Tous ses textes -notules ou d'articles plus amples- prennent place dans la *documentation générale*. Il assure également des comptes rendus pour la période contemporaine dans la rubrique « *A travers les livres d'histoire*». La signature est invariablement lapidaire : *Georges Lefranc, lycée Voltaire*. Elle mue, après sa retraite, au profit d'une titulature académique, *agrégé d'histoire, docteur ès Lettres*. L'essentiel des textes fournis à l'*Ih* concerne la question du socialisme, du mouvement ouvrier. Une rapide description de leur ventilation esquisse un quadrillage de l'histoire scientifique du socialisme en voie de constitution. Il s'assure le commentaire des grandes thèses de la période : Annie Kriegel sur les origines du communisme français (*Ih*, mars 1965), Claude Willard sur les guesdistes (*Ih*, janvier 1966), Michelle Perrot sur les ouvriers en grève (*Ih*, mars 1975). Il fournit le compte rendu de colloques sur Jaurès et la Nation (*Ih,* mars 1964), Léon Blum chef de gouvernement (*Ih*, novembre 1965), Henri de Man (*Ih*, novembre 1973)… Dans ce jeu de commentaires, Georges Lefranc surplombe le champ historiographique ; le compte rendu construit sa légitimité à intervenir sur tel point d'historiographie. Il tire ainsi le *Bilan provisoire des études jaurésiennes* (*Ih,* mai 1963). D'autres

articles, axés sur la thématique de la mise au point, indique l'usage de cette légitimité. En septembre 1960, il donne une *Contribution à l'histoire du socialisme en France dans les dernières années du XIX^e^ siècle* ; plus tard, il précise sa lecture de *Léon Blum, chef de parti* (*Ih*, novembre 1971 et janvier 1972). Assorti d'une production documentaire, ce type d'article implique une distorsion du rôle de chroniqueur. Il est ici historien ; la revue est l'une de ses tribunes. Ce nouveau mode d'apparition dans *l'Ih* suit la progression de son statut universitaire depuis 1970, date de sa reconnaissance sur travaux de docteur ès Lettres.

Les textes de l'*Ih* de Georges Lefranc exercent une *police du discours* sur l'historiographie scientifique en voie de constitution de la période qu'il connut comme militant. Cette autorité représente une ressource stratégique.. Elle s'entend dans un champ où s'esquisse, contre des historiographies partisanes, une histoire scientifique du mouvement ouvrier, décentrée des fins politiques. Ce travail en cours sert la conversion d'une expérience passée en pièces d'archives versées aux débats historiographiques, dont il apparaît simultanément le commentateur et l'un des protagonistes. Une telle configuration

suppose un mode d'apparition et des formes d'écriture proche de l'expertise. La reconnaissance de l'historien procède de cette posture préalable.

Témoin, expert ou historien ?

Les articles donnés par Georges Lefranc à l'*Ih* s'engagent sous l'angle bibliographique. Le chroniqueur quadrille l'historiographie dont il a la charge. Ce travail implique la neutralité et la concision de l'écriture, qui certifie « l'objectivité » du commentaire. On retrouve pourtant dans ce cadre formel des notations aptes à reconnaître l'expertise de Georges Lefranc, aptes à légitimer l'historien. Je distinguerai deux types d'interventions.

- Georges Lefranc, malgré l'apparente neutralité du discours, use de sa chronique pour inscrire ses travaux dans le champ historiographique. En 1978, lors une longue recension (« *Le Socialisme français dans l'entre-deux-guerres -Ih, mai-juin 1978* »), il se place comme le précurseur de l'histoire du socialisme au côté de Daniel Ligou, pour discuter l'apport de Tony Judt (*La reconstruction du socialisme français* -1976) et Jean-Paul Joubert (*Révolutionnaires de la SFIO* -1977) sur ces questions. La discussion se nourrit de deux types de note de bas de page. L'un est purement factuel ; il l'autorise à user de formules telles « *Je me souviens* », « *que l'on m'autorise cette anecdote…* » qui signifient l'acteur. Il devient historien

dans la seconde variante des notes où ses propres travaux confirment / infirment telle ou telle analyse. Il se place dans le champ historiographique en *alter ego* des auteurs commentés et reconstruit *a posteriori* la démarche qui le vit s'affirmer historien. Il est aussi *expert*. Contestant un jugement de Tony Judt sur le BIT, il écrit : « *J'ai démontré ici-même (et le fait est maintenant admis) qu'il avait été l'un de ceux qui avaient le plus contribué en France à l'élaboration de l'idée de nationalisation (Ih, septembre 1959)*[18]. » L'essentiel de cette rhétorique probatoire tient à ce qu'elle confesse implicitement du rôle de l'*Ih*, comme à ce qu'elle dévoile de la tâche que Georges Lefranc s'assignait dès les années cinquante : l'établissement des faits.

- Dans cette configuration, il se définit comme un producteur d'archives, de témoignages. Cette production engage des registres distincts d'attestation. Dans *Visages du mouvement ouvrier français*, *Vu par Georges Lefranc* (Lucien Herr, Léon Blum…) précède certains articles à vocation biographique. La préface de *Problèmes socialistes et syndicaux* contient cet avertissement : « *J'ai vécu les événements, j'ai essayé d'infléchir les faits avant d'en écrire l'histoire, trente ou quarante ans plus tard. Bien que le témoin se soit astreint ici à toutes les règles de la méthode historique, il ne peut affirmer qu'il n'est pas resté dans une position égocentrique*[19]». L'attestation tient à la rigueur historique dont il assure se parer. Elle

[18] C'est moi qui souligne.

[19] Georges Lefranc, *Problèmes socialistes et syndicaux*, Petite Bibliothèque Payot, 1970, p. 8.

implique nécessairement l'objectivité. La procédure d'attestation passe également par la production de pièces d'archives, parfois signalées comme archives personnelles, présentées sous la forme d'un témoignage inédit. Elles lui permettent la résolution de tel ou tel problème historique. Au plus proche de l'archive, on saisit l'un des critères qui permit la reconnaissance de l'historien. La commande, par Pierre Nora de *Juin 1936* constitue une pièce essentielle de ce dispositif probatoire.

Georges Lefranc investit le champ historiographique des marges vers le cœur du dispositif. Des marges, puisque ce sont ses chroniques de *l'Ih*, comme les ouvrages qu'il rédigeait à partir de ses cours de l'ISO, qui peu à peu lui permettent de quadriller cet espace. Ces trois types d'interventions balisent la manière dont se reconnaît progressivement son statut d'historien. Cette construction s'échelonne de 1956 à 1970 ; ses phases épousent son activité éditoriale et l'on retrouve, de manière différée, l'effet de seuil que constitue les publications sur le Front populaire. Dans ce dispositif antérieur à sa reconnaissance par l'Université en 1970, *l'Ih* constitue une pièce essentielle et la pratique historiographique une ressource stratégique. Dans *l'Ih*, Georges Lefranc stigmatise moins une approche concurrente qu'il n'en dessine les limites, corrigeant par touches et production d'archives, les

analyses. La force de cette position tient au statut de l'histoire du mouvement socialiste dans l'Université. Liés à l'essor de l'histoire sociale, ce secteur historiographique est en construction. Il a à imposer sa légitimité, notamment dans la période pionnière que sont les décennies 1950 / 1970. La proximité avec les colloques de la FNSP, et le souci d'établir les faits, marquent l'appartenance de Georges Lefranc à l'histoire politique. Sa singularité tient à son passé d'acteur qui, plus qu'une pratique historique, engage chez lui une pratique d'expertise. Parfaire la description de cette configuration suppose d'ébaucher à titre d'hypothèse les ressorts de cette stratégie.

La reconnaissance d'un historien : stratégie académique, moment historiographique

Au ras de l'approche psychologique, la trajectoire de Georges Lefranc s'apparente au dessein d'un homme souhaitant *rendre historiquement compte* d'un engagement aux ressorts caducs après 1945. Son souci de l'archive procède de cette visée[20]. Il implique une stratégie complexe, actée la certitude de la qualité du témoignage. Cette trajectoire se comprend également dans le moment singulier d'une

[20] Il donne à la Bibliothèque nationale l'ensemble relié des articles de la *République libre*. Il s'explique sur son incarcération en 1944 dans un manuscrit – *Dans le trou* – qu'il comptait donner à la Bibliothèque nationale cf. Stéphane Clouet, *op. cit.,* p 40.

configuration plus englobante liée à la place de l'histoire politique et des institutions qui la soutiennent devant l'histoire sociale. Elle participe alors de l'épistémologie de l'histoire contemporaine du premier XX^{e} siècle.

Une stratégie académique ?

Le capital dont Georges Lefranc dispose pour construire sa réputation scientifique circonscrit sa marge d'action. Sa reconnaissance engage une stratégie académique puisque l'Université, jusqu'en 1970, ne peut certifier sa valeur heuristique. Le statut particulier de professeur agrégé des lycées de Paris. lui ouvre les portes de l'*Ih* par laquelle il accède à une position dans le champ de l'histoire du socialisme et du syndicalisme français. Cette position masque en partie la mobilisation d'un réseau de sociabilités que l'on devine au moment de sa consécration. Lié à son statut professoral, son réseau participe de l'encadrement de l'enseignement secondaire : le 24 octobre 1970, le ruban de chevalier de la Légion d'honneur lui est remis par l'Inspecteur général Marcel Bouisset, *pour service rendu à l'Université*. Il reçoit la rosette de la Légion d'honneur dans les salons du directeur de l'ENS en 1984. Georges Lefranc ne se déprend jamais du milieu

normalien, rédigeant de nombreuses notices pour le *Bulletin des anciens élèves de l'ENS*. Ces notations esquissent le poids de l'ENS. Elles impliquent un *entre-soi* propre aux générations normaliennes[21]. Ces sociabilités forment l'arrière plan d'un dispositif stratégique où l'Académie française constitue une pièce capitale. Comme instance, elle reconnaît ses qualités d'historien, lui décernant le prix Broquette-Gonin pour *Le mouvement socialiste en France sous la IIIeme République* (1963), *l'Histoire du Front populaire* (1965) et pour *Les gauches en France* (1972). L'Académie des sciences morales et politiques lui attribue également le prix Paul-Michel Perret pour l'*Histoire du Front populaire*. Ces prix légitiment un statut. La reconnaissance universitaire survient ensuite, couronnant finalement un mouvement où il investit l'institution par ses marges : l'enseignement secondaire et les classes préparatoires, la reconnaissance académique. Historien, Georges Lefranc l'est donc par la synthèse produite (reconnaissance académique de ses ouvrages) ou commentée (cadre de *l'Ih*). L'acquisition de ce statut se comprend

[21] Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Fayard, 1988.

également dans l'espace historiographique de l'histoire politique et des institutions qui la structurent.

Une configuration plus englobante : la FNSP

En 1957, René Rémond publie dans la *Revue française de sciences politiques* un article, *Plaidoyer pour une histoire délaissée. La fin de la III*^{eme} *République*[22]. L'auteur souligne le silence des historiens sur cette période. L' argumentaire débouche sur un programme de recherches empreint des pistes tracées par Daniel Halévy dans *Pour étudier la III*^{e} *République*. L'article précise l'intérêt des biographies, des organisations et des groupes parlementaires comme de la presse pour l'étude à venir de la période. René Rémond note qu'il y a place pour deux sortes d'historiens dans la saisie de la fin de la III^{e} République ; au premier type qui travaille essentiellement sur les textes, il adjoint un second rôle, davantage attentif aux acteurs puisque l'histoire « *doit aussi faire parler les hommes*[23] ». Rétrospectivement, l'article annonce les colloques de la FNSP sur cette période (cf. *supra*). Il décrit une part des conditions de possibilité de la trajectoire historiographique de

---

[22] René Rémond, « Plaidoyer pour une histoire délaissée. La fin de la III^{eme} République », *Revue française de sciences politiques,* Volume VII, n° 2, 1957, p 253-271.

[23] *Ibid*, p. 260

Georges Lefranc, survenant peu après qu'il ait intégré *l'Ih*. Son travail d'écriture de l'histoire s'engage dans la voie tracée par René Rémond dans la production d'archives, comme dans l'établissement des faits ou l'analyse de l'action des hommes et des groupes au parlement. La proximité de sa pratique de l'histoire politique avec les orientations de la FNSP structure sans doute aussi la controverse l'opposant à Madeleine Rebérioux sur la question jaurésienne en mars 1964, puis en décembre 1970 dans les *Bulletins de la société d'études jaurésiennes*. La polémique porte sur le rôle de Lucien Herr dans la conversion de Jaurès au socialisme. Georges Lefranc tient que son influence fut déterminante, Madeleine Rebérioux tempère cette affirmation du choc des grèves de Carmeaux. Dans ce jeu où Georges Lefranc intervient dans l'après-coup d'une critique portée à l'un de ses ouvrages (*Le mouvement socialiste sous la IIIe République* en 1964, puis *Jaurès et le socialisme des intellectuels* en 1971), il affirme face à l'un des pôles de l'histoire sociale ses thèses plus historicistes. Sa conception de l'intellectuel s'apparente à celles de la FNSP fixées par le colloque de juin 1957 organisé par Jean Touchard. Significativement, Georges Lefranc se situe dans une écriture où c'est

à un *problème* d'interprétation qu'il s'attaque plutôt qu'à une *question*. Le premier terme engage une explication monocausale, le second joue de la complexité. La production d'archive nourrit une seule et unique interprétation, que Georges Lefranc pare des vertus critiques d'une méthode historique proche de l'historicisme. Le jeu n'est pas à somme nulle puisque les réponses de Madeleine Rebérioux indiquent que ses positions sont critiquables, mais légitimes, admettant son statut d'historien[24]. L'argumentaire déployé dans ses ouvrages, comme dans le feu de la polémique, procède d'une histoire des idées, des tempéraments et des grands hommes également pratiquée dans l'histoire politique produite par la FNSP. Elle engage Georges Lefranc dans le sillage d'une tradition, dans un segment du champ de l'histoire politique apparenté à une institution et une manière d'entendre l'histoire politique contemporaine[25].

Sa trajectoire historiographique s'inscrit dans la configuration plus englobante de l'histoire politique développée par la FNSP. Elle

---

[24] Madeleine Rebérioux écrit : « *Une biographie où les erreurs factuelles abondent, mais où s'exprime (…) une thèse qui mérite discussions.* », *Bulletin de la Société d'Etudes Jaurésiennes*, n° 39, 1970, p 5.

[25] « (…) un certain ton, une certaine filiation normalienne, une certaine conception de la primauté de l'idée sur les structures socio-économiques. (…). » *Ibid*, note 10, p 5.

procède de son essor qui lui permet de jouer de son statut d'acteur pour reconvertir une part du capital militant dans la production d'archives. La singularité du positionnement tient à cette reconversion[26]. Dès les années 1960, les grands colloques de la FNSP confrontent historiens et acteurs – politiciens, hauts fonctionnaires. Georges Lefranc ressort à cette seconde catégorie, mais jamais il n'apparaît comme tel, façonnant ainsi dans les coulisses son statut d'historien.

Le souhait de rendre historiquement compte d'un engagement et de convictions politiques motive largement la construction de la position historiographique de Georges Lefranc. Dans l'historiographie du socialisme de l'entre-deux-guerres, il apparaît l'un des premiers narrateurs de cette histoire en construction[27]. A lui seul, ce fait vaut empreinte historiographique. Inlassable producteur d'archives, Georges Lefranc inscrit son action dans un moment de l'histoire politique quand, au travail sur le texte, s'adjoint à partir du chantier

[26] Frédérique Matonti, Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales,* n° 155, 2004, p 5-11.

[27] Vincent Chambarlhac et *alii*., *Histoire du parti socialiste*, tome 2, Dijon, EUD, 2005.

que fut l'histoire de la résistance et de la collaboration, un travail sur le témoignage. Son passé militant lui vaut le rôle de « personne ressource ». Au seuil de *Rétrospectives*, il avertit : « *il ne s'agit plus d'un livre d'histoire, mais d'une contribution à l'histoire qui s'écrira demain. Je parlerai en témoin ; mais en témoin souvent engagé, pour essayer de rendre compréhensibles des mentalités individuelles ou collectives*[28]. » Il faut le prendre au mot pour saisir ce qu'il dit d'une manière d'entendre un parcours militant et d'un art de faire de l'histoire politique sans quoi son passé militant eut été irrémédiablement forclos, sinon oublié des historiens. La construction réussie de sa position historiographique signale ainsi une autre facette de l'articulation de l'engagement politique et de l'écriture de l'histoire[29] .

Vincent Chambarlhac, IHC, Ub UMR CNRS 5605.

[28] Georges Lefranc, « *Rétrospectives* », I, *op-cit*, p. 6.

[29] Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire.* Paris, Albin Michel, 2002